

« Le PTB apparaît comme une alternative »

Congrès de rentrée du PS ce dimanche. Alors qu'il perd des plumes dans les sondages et que le PTB, lui, progresse. Comment expliquer ces tendances ?

● **Magalie BEGON**

Ce dimanche, à Soignies, se tiendra le congrès de rentrée du PS. L'événement s'inscrit dans un contexte particulier : les derniers sondages (sondage Ipsos *Le Soir*-RTL TVI publié jeudi et baromètre *La Libre*/RTBF/Dedicated du 9 septembre) donnent en perte de vitesse le parti d'Elio Di Rupo tandis que le PTB, personnifié par Raoul Hedebouw, lui, progresse. Quelles en sont les raisons ?

1. L'image du leader

Pour les observateurs, il n'y a pas photo : le facteur personnalité est important. L'homme fort de l'extrême gauche présente ainsi « une autre image que les leaders d'un parti communiste. Il n'est pas austère, sait rire... En outre, il utilise la com à 100 % et met en difficulté ses adversaires lors de ses interventions », détaille le politologue Michel Hermans (ULg).

Oui, Raoul Hedebouw « apparaît comme une personnalité neuve » par rapport au président du PS, complète Pierre Vercauteren, politologue et professeur à l'UCL Mons. « Mais tous deux présentent aussi des caractéristi-

ques communes, comme leur réelle capacité de communication. »

Aujourd'hui, par contre, Elio Di Rupo semble « hésitant ». Difficile en effet de critiquer la politique d'austérité poursuivie par la Suédoise tout en gardant intacte sa crédibilité lorsque plusieurs de ces mesures de restriction ont été prises sous le gouvernement Di Rupo, avec les libéraux.

« En ce sens, Elio Di Rupo a commis une erreur selon moi, celle de reprendre directement les rênes du PS après avoir été Premier ministre. Il aurait plutôt dû faire un pas de côté », analyse Michel Hermans.

2. Au pouvoir vs virginité politique

Le PTB n'a jamais dirigé. Tout le contraire du PS qui est au pouvoir « de manière continue » au niveau des entités fédérées, qui prennent de plus en plus d'importance, mais a par contre été éjecté de la majorité fédérale après les élections de 2014.

Cela peut compliquer la résolution de certains dossiers, comme dans le cas des quotas en médecine, – « les discussions avec Maggie De Block auraient sans doute été plus simples si le PS avait aussi été au fédéral » – et en plus, « bien des gens ne font pas la distinction entre

fédéral, Régions et Communautés », signale Michel Hermans. Conséquence : ceux-là imputent la responsabilité de chaque décision au PS notamment.

3. Le contexte socialement lourd

Politique d'austérité, annonces de pertes d'emploi..., ce contexte conduit

aussi de nombreux citoyens à se tourner vers des alternatives. Comme le PTB dont le discours trouve de plus en plus écho auprès de la population.

« Pour ce parti, il ne faut pas nier le poids des votes sanctions, affirme Pierre Vercauteren. Mais quelle est la part de citoyens qui adhèrent vraiment au PTB ? Tant que celui-ci n'aura pas été confronté au pouvoir, c'est difficile à dire. »

4. Quelle solution pour le PS ?

Le PS est « fort affaibli ». Dont acte. Une solution serait-elle de changer de président ? Michel Hermans n'y croit pas. « Prendre une décision dictée par la panique serait une erreur, d'autant qu'elle risquerait de provoquer une crise au sein du parti. Non, il est trop tard maintenant. Le PS n'a d'autre choix que d'avalier la couleuvre. » ■

En Europe, la gauche perd des plumes au profit des extrêmes

Les partis socialistes européens sont-ils en crise ? Pour Charles de Marcilly, de la Fondation Robert Schuman, le mot « crise » est un peu excessif. Par contre, il relève trois éléments qui ne sont pas en faveur des sociaux-démocrates.

« Le premier, c'est qu'ils ont un besoin naturel d'exercer le pouvoir en coalition car ils n'arrivent pas à gouverner seuls. Le deuxième, c'est qu'ils ont du mal à faire passer un message dans une économie qui, par nature, est de plus en plus globalisée. Le troisième, c'est qu'ils ont du mal à présenter des idées modernes plutôt que de promouvoir des vieilles recettes dans lesquelles les électeurs ne croient pas.

En contrepartie, on assiste à un renforcement, dans certains États, des extrêmes, y compris d'extrême gauche.

On voit une sorte d'étau sur les partis des gouvernements, qui gardent la main, par des partis d'opposition ou extrêmes qui, réussissent à grappiller

des voix. Et dans certains États, parviennent au Parlement.

Le seul cas de figure où l'extrême gauche est arrivée au pouvoir est la Grèce avec le parti Syriza. On est dans un contexte politique très particulier avec des crises, une exaspération du peuple grec par rapport aux mesures d'austérité et aux politiques traditionnels. Dans d'autres pays, vous assistez à une montée d'extrême gauche (5 étoiles en Italie, Podemos en Espagne...).

Est-ce qu'ils arriveront à gouverner ? Peu de peuples sont dans la situation économique de la Grèce. Deuxièmement, on voit dans certains lieux de pouvoirs locaux ou en Espagne, que ce ne sont pas des partis avec lesquels les autres ont envie de s'associer pour faire des coalitions. Tsipras nous montre qu'il ne propose pas de modèle alternatif viable. On peut donc voter par contestation mais ce n'est pas crédible. Ils récupèrent l'exaspération des gens mais ne sont pas capables de le transformer en modèle de gouvernance viable. » ■ **M.-I.M.**